

Canadian Vickers

veut couler notre syndicat

Un quatrième bateau de guerre le 6 décembre

DES MISES A PIED INUTILES ET INJUSTIFIEES

Depuis quelques semaines, la Canadian Vickers a entrepris une lutte à finir contre notre syndicat dans l'objectif évident de briser sa résistance suffisamment pour nous jeter dans les griffes d'une union internationale, le local 271 de l'Union internationale des boilers makers, dont nous sommes débarrassée il y a à peine trois ans.

Pour y arriver, la Canadian Vickers n'a rien négligé. En trois semaines, elle a mis à pied quelque 300 travailleurs syndiqués de sa division MARINE et a commencé un processus semblable dans sa division INDUSTRIELLE.

Non seulement cette tactique carrément anti-syndicale a-t-elle jeté sur le pavé quelque 300 d'entre nous mais elle a en outre sérieusement décapité notre exécutif syndical dont quatre membres sur sept, y compris notre président, ont été mis à pied. Tout ça en dépit d'une disposition de la convention collective qui accordait une ancienneté préférentielle à nos représentants syndicaux élus.

DES MISES A PIED INUTILES

Mais ce qui choque le plus ce n'est pas tellement que ces mises à pied soient illégales (aucun avis n'a été donné au ministère du Travail) mais surtout le fait qu'elles sont totalement inutiles et injustifiées.

La compagnie prétendait en effet qu'elle réduisait

son personnel parce qu'elle manque de travail. C'est complètement faux.

Votre exécutif syndical s'est en effet rendu à Ottawa récemment pour vérifier les rumeurs que faisait circuler la compagnie à l'effet que le quatrième bateau de guerre qui doit arriver bientôt à Canadian Vickers avait été détourné vers un autre chantier.

Le syndicat des employés de Canadian Vickers Ltée, division Marine (CSN), y a obtenu la confirmation que le navire en question sera effectivement livré chez Vickers dès le 6 décembre. Les autorités fédérales ont même promis de tenter de livrer plus tôt que prévu ce bâtiment de guerre à la demande du syndicat.

REDUIRE LE PERSONNEL A TOUT PRIX

La compagnie n'avait donc aucune raison de procéder à de telles mises-à-pied dans les dernières semaines. D'autant moins qu'elle refuse certains contrats pour pouvoir mieux réduire son personnel à la division MARINE.

Ainsi, elle a laissé partir un bateau, le Northern Shell sous prétexte qu'elle ne pouvait le livrer à temps à la compagnie Shell le 17 novembre. Or nous avons appris que la compagnie Walsh, à qui Canadian Vickers a refilé le navire en question, ne pourra le livrer avant le 7 décembre, soit

plus de trois semaines plus tard que la date à laquelle Canadian Vickers aurait dû remettre le bateau.

En outre, la compagnie engage des sous-contracteurs pour faire effectuer certains travaux qui auraient normalement dû être effectués par les membres de notre syndicat.

POUR FACILITER LA VENUE DU LOCAL 271

Il est évident que la compagnie cherche ainsi à briser la combativité de notre syndicat et à réduire le nombre des membres encore au travail pour faciliter la venue de l'union internationale.

Déjà, la compagnie a rencontré les hommes de main de l'Internationale. En lançant ainsi le syndicat dans une campagne pour changer de centrale, la compagnie espère bien sûr qu'un syndicat moins combatif prendra la place du syndicat CSN, à la veille de la négociation.

D'autant plus qu'un tel changement d'allégeance retarderait d'au moins un an la négociation de la convention collective des syndiqués de la division Marine en raison des délais qu'entraîne toujours une telle procédure de désaffiliation.

Il est clair que Canadian Vickers cherche à couler notre syndicat. Seule notre solidarité peut l'empêcher de nous livrer pieds et poings liés à des individus et une organisation syndicale qui ne cherche qu'à protéger leurs intérêts personnels.

L'argent (du 271) n'achète pas tout

L'argent ça n'achète pas tout. L'Internationale a mis beaucoup d'argent pour nous amener à changer d'allégeance syndicale mais elle ne réussira pas.

Dans la division MARINE, on a passé 4 ans avec le local 271 (de 1970 à 1975). On le connaît bien le local 271. On était pas libre là-dedans de prendre les décisions qu'on voulait.

A la CSN, c'est nous autres qui prenons les décisions. Nous sommes devenus un syndicat démocratique et combatif. Canadian Vickers veut se débarrasser d'un syndicat CSN pour pouvoir s'entendre sous la table avec une union toujours prête à collaborer et qui ne demande jamais l'opinion de ses membres avant de s'entendre avec les boss.

Les mises-à-pied ne visent qu'à affaiblir notre syndicat pour permettre à l'Union internationale de mettre la main sur notre groupe. Il faut empêcher ça.

L'acharnement que met la compagnie à se débarrasser de la CSN dans sa division MARINE est certainement un indice évident que ce syndicat vous défend bien. Canadian Vickers serait trop heureuse de manigancer avec le syndicat si nous acceptions de le faire. Comme nous refusons, elle a décidé de tout faire pour nous écarter de la place à la veille d'une négociation importante.

Il faut montrer aux boss de Canadian Vickers et des unions internationales que nous ne nous laisserons pas avoir pour une petite bière.

Fiorino Bianco,
président du syndicat des employés
de Canadian Vickers Ltée (CSN)

Canadian Vickers veut briser votre solidarité

Travailleurs de la Vickers!

Il est temps, plus que jamais, d'être unis, solidaires, vigilants à la veille de vos négociations.

La compagnie cherche par tous les moyens à vous diviser avec l'appui des opportunistes qu'elle peut trouver.

La compagnie cherche à semer la division, l'insatisfaction, à maintenir un climat d'insécurité afin de briser votre solidarité, votre force collective.

Pourquoi?

Pour une raison bien concrète. En divisant votre force collective, la compagnie prépare le terrain pour les négociations dans son intérêt à elle – ses profits et pour agir à sa guise.

La compagnie sait que lorsque vous étiez avec la CSN elle devait vous payer les salaires les plus élevés des gros chantiers maritimes du Québec.

Aujourd'hui ce sont les autres chantiers maritimes qui paient les salaires les plus élevés. Tous les autres chantiers importants au Québec, à Sorel et à Lauzon sont CSN.

André L'Heureux,
vice-président de la CSN.

Une convention pensée pour vous

Avant 1970, notre syndicat (affilié à la CSN) était devenu le leader dans l'industrie navale: meilleurs salaires, meilleures conditions de travail, etc.

Depuis ce temps, un bref séjour de 4 ans dans l'Union internationale (local 271) nous a fait reculer derrière tous les autres chantiers maritimes du Québec.

En revenant à la CSN en 1975 nous avons commencé à remonter la pente. La compagnie sait bien qu'un jour ou l'autre elle devra s'aligner sur les salaires versés sur les autres chantiers maritimes (syndiqués avec la CSN) si nous demeurons membres de la CSN.

C'est pour ça qu'elle fait des pieds et des mains pour aider l'Union internationale à revenir dans sa division MARINE. Elle pourrait encore une fois ralentir nos hausses de salaires et négocier des petites ententes particulières par-dessus nos têtes.

Elle a même déjà rencontré les anciens officiers du syndicat à l'époque où la division MARINE était syndiquée à l'Internationale.

**UNE CONVENTION
POUR
LES TRAVAILLEURS**
Avec l'aide technique d'un conseiller de la CSN votre syndicat

a déjà commencé à préparer un texte de convention collective qui vous sera soumis d'ici peu.

Vous pourrez alors constater que votre syndicat CSN a pensé à vous d'abord dans ce texte de convention plutôt que de privilégier les petits fiefs personnels.

Ainsi, nous avons tenté d'améliorer divers aspects de l'ancien contrat de travail notamment au niveau de salaires comparables à ceux des autres chantiers. Lors d'une prochaine assemblée générale vous pourrez d'ailleurs approuver ou modifier vous-mêmes ce projet de convention. Dans un syndicat CSN, c'est

aussi et d'abord comme ça que s'exerce la démocratie.

**MALGRE
LA COMPAGNIE**

“On sait que ce n'est pas légal.”

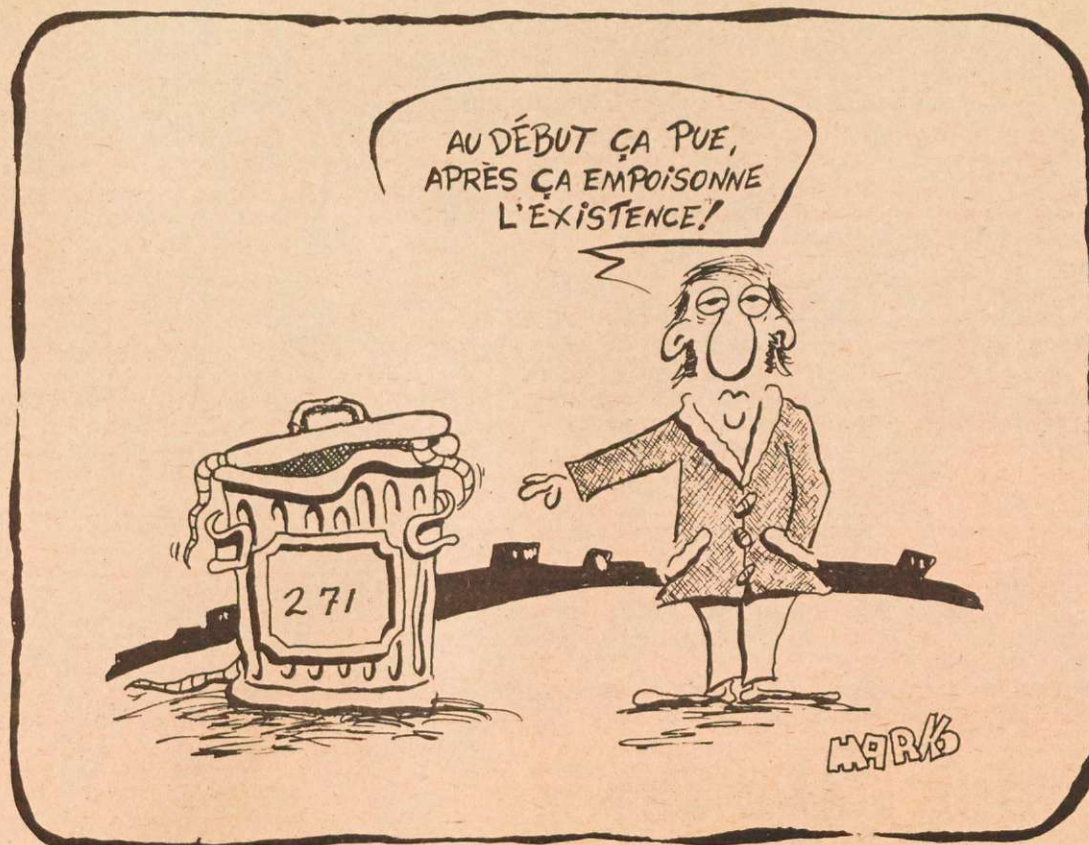
“Si vous n'êtes pas contents, faites des griefs.”

C'est la réponse que les porte-parole de la Canadian Vickers ont fait à vos représentants syndicaux lorsque ceux-ci sont allés signifier à la compagnie l'illégalité de plusieurs mises-à-pied.

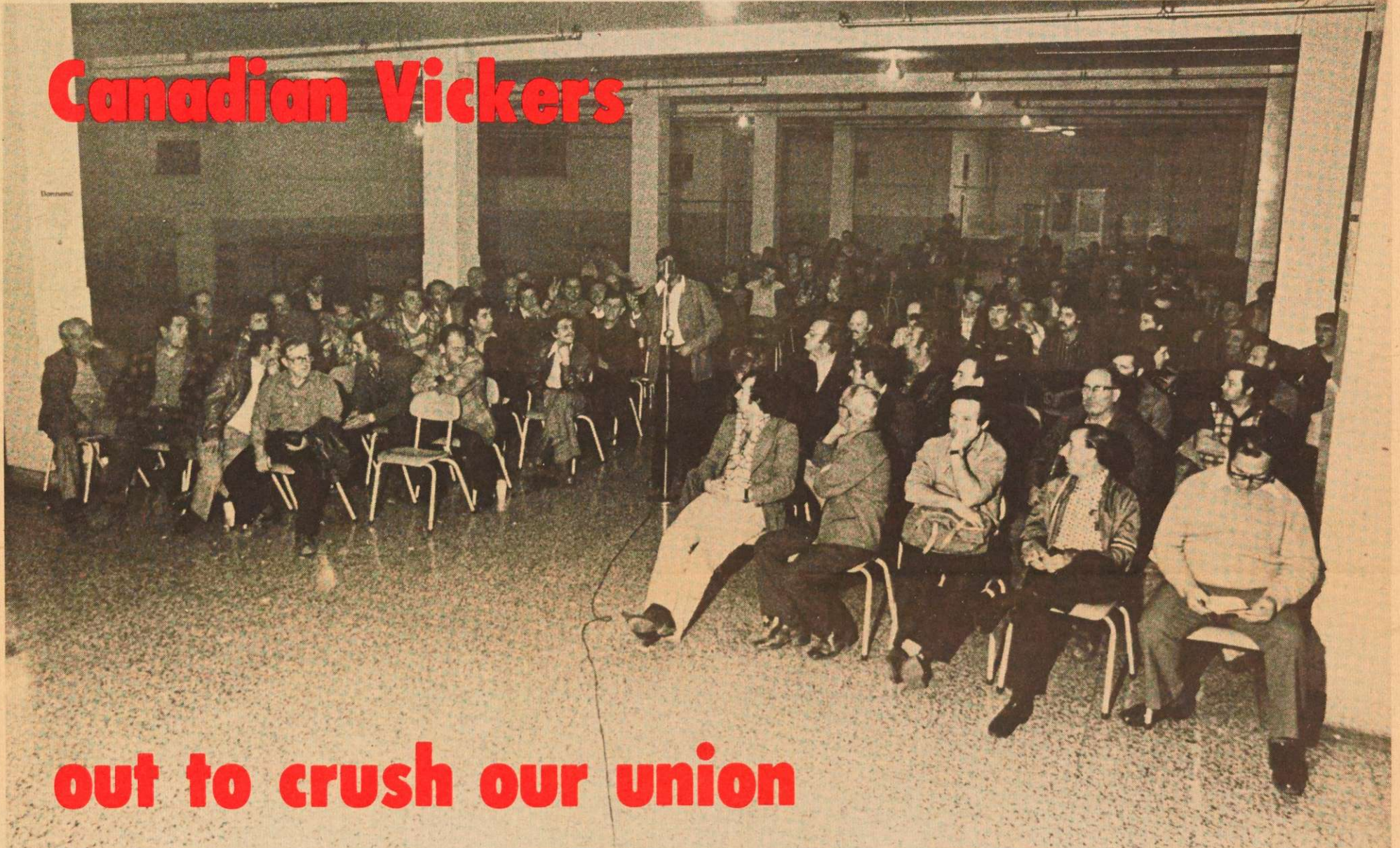
Non seulement la compagnie ne respecte pas la convention collective – dans certains départements on n'a pas respecté l'ancienneté dans les mises-à-pied – mais en outre elle n'a même pas daigné aviser le ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre de ces quelque 300 mises-à-pied en quelques semaines.

Pourtant la loi fait obligation à la compagnie de donner un avis d'au moins trois mois avant de mettre à pied plus de 100 employés.

On voit bien là comment l'anti-syndicalisme de la Canadian Vickers ne recule devant rien pour se débarrasser de son syndicat CSN dans la division MARINE.



Canadian Vickers



out to crush our union

A fourth destroyer to arrive Dec. 6

LAYOFFS TOTALLY UNJUSTIFIED

Three weeks ago Canadian Vickers began its campaign to do away with your union once and for all and to force you to rejoin the international union, Local 271 of the Boiler makers, which you left three years ago.

To reach their goal, the company has left nothing to chance. In three weeks they have laid off 300 union workers in its MARINE division and has begun similar campaign in its INDUSTRIAL division.

This purely anti-union act has put 300 people out of work. The aim is clearly to crush the union — included in those laid off were four members of the union executive including the president, despite the fact that our union contract affords preferential seniority to elected union representatives.

What is most revolting is not that the layoffs were clearly illegal (no notice was given to the Ministry of Labour) but that they were totally unjustified. There was simply no reason to dismiss 300 people.

The company insists that the layoffs were necessary due to a reduction in the amount of work, an argument which is absolutely ridiculous.

The union executive of Canadian Vickers, MARINE division, made a recent trip to Ottawa to investigate rumors that the fourth warship, which was to arrive at Vickers, had gone to another shipyard. The rumor proved false. We received confirmation that the ship would be delivered around December 6. Federal officials, after discussions with the union representatives, promised that the warship would arrive before that date.

REDUCTION OF PERSONNEL

The rumors were to justify the massive layoffs of the past three weeks. The company has even gone so far as to refuse contracts in order to reduce its personnel in the MARINE division. For example, Vickers let go the boat "Northern Shell" under the pretext that they could not meet the delivery date required by Shell, November 17. Yet Walsh, the company which then received the contract, will not be able to deliver the ship before December 7, three weeks later.

In addition, the company has hired subcontractors for work normally performed by our union.

TO ENCOURAGE LOCAL 271

The company is ready to use all possible means to weaken our union and reduce our number in order to pave the way for Local 271. The company has already made contacts with the international union in the hopes that they will be the ones at the bargaining table instead of the CSN union.

A change from the CSN to an international union would represent not only a reversal in the progress we've made, but also a slowdown in negotiations. A change in union affiliation would involve a delay of at least one year in bargaining for a new collective agreement.

Only union solidarity will prevent us from the grasp of those interested in advancing their own personal interests at the expense of our jobs.

Local 271 won't buy our union

The international has spent a lot of money to persuade us to leave the CSN, but in the MARINE division, we know from experience what that would mean. Four years in Local 271 has taught us that with the international we're not free to make our own decisions.

At the CSN we are the ones who make decisions and determine what's important to include in our contract, not a few union officials ready to bargain with the bosses without even asking the opinions of the membership.

The massive layoffs we've seen recently are an attempt on the part of Canadian Vickers to weaken our union and to pave the way for the international. We cannot allow this to happen.

The fact that the company, on the eve of contract negotiations, is trying so hard to get rid of the CSN means that they would rather negotiate with an organization that will demand much less for the workers. Since we've refused to play their game, the company has tried to intimidate us with layoffs and other tactics.

Now is the time to stand up and say NO to the bosses and also the international unions. We will not be bought.

Fiorino Bianco
President, Syndicat des employés
de Canadian Vickers Ltee (CSN)

Let not Canadian Vickers crush your solidarity

It is time more than ever to be vigilant, united and for united front on the eve of your negotiations.

The company is taking every possible step with the support of opportunity to divide, spread dissatisfaction and a climate of insecurity in order to break your solidarity.

Why?

For a very concrete purpose: if it succeeds in dividing the workers by weakening your collective strength, the company prepares the ground for the coming negotiations.

The company knows that you were at one time among the best paid workers in Quebec shipyards. It knows that the setting up of unions which work hand in hand with the boss under the table, could maintain your wages which are the lowest among major shipyards in Quebec – **while in 1969, with the CNTU they were the highest.**

André L'Heureux
Vice-president of
the CNTU

A contract for everyone

Before 1970, when our union was affiliated with the CSN, we had the best wages and working conditions in the entire naval industry in Quebec. Since that time, after four years in the international union (Local 271), we have fallen behind to the point where we are last.

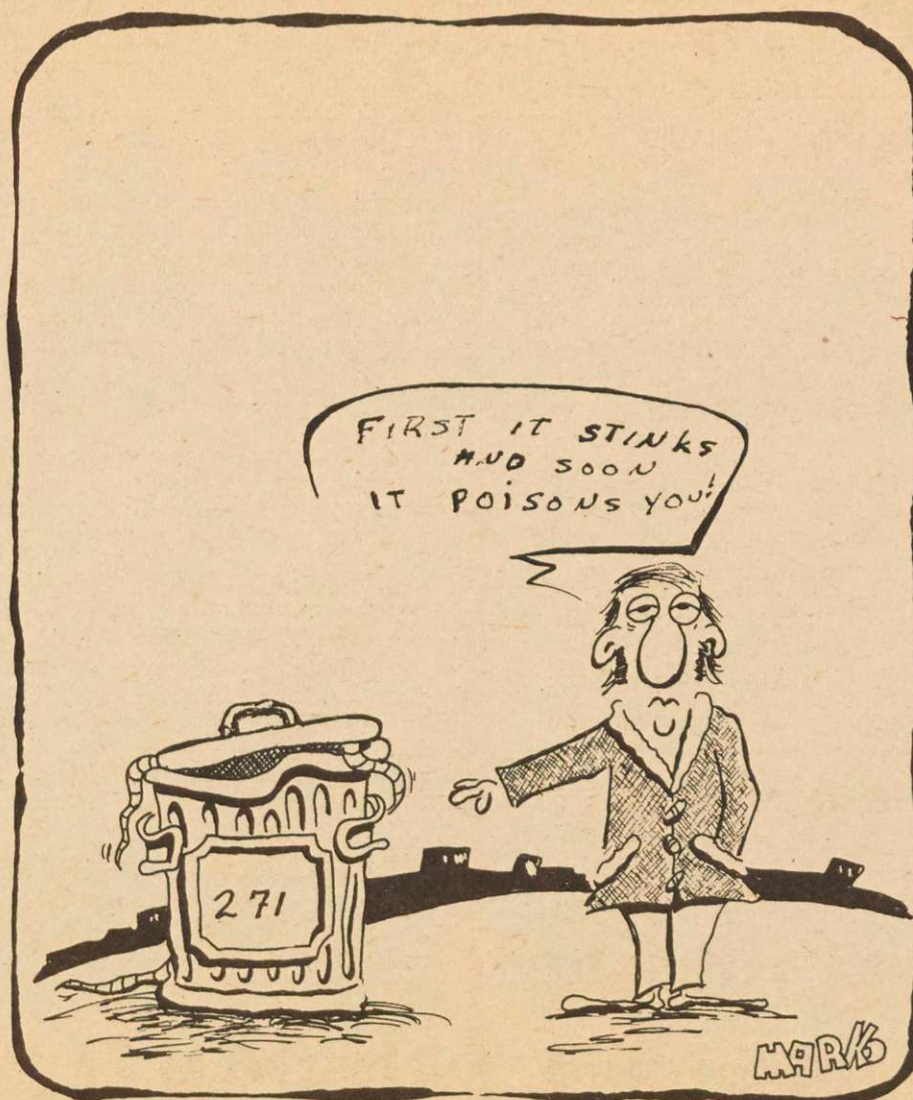
By returning to the CSN in 1975, we have begun the uphill battle to be on a par with the other maritime industries whose workers belong to the CSN. The company knows that it's just a matter of time before we earn the same salaries.

It's no wonder that our bosses want us to return to the international union, MARINE division. Then they could make a deal with the union leaders to show down wage increases and negotiate without our say. Why else have they met with the old union executive which was in power when the MARINE division was affiliated with the international? Such a move is not in our interests!

A CONTRACT FOR ALL WORKERS

A contract for all workers
With the help of union advisors from de CNTU, your union has begun some preliminary work in drafting a new collective bargaining agreement.

The text will be submitted to the membership soon for dis-



cussion and debate. We have tried to improve our old union contract in various ways and specially to upgrade salaries to make our wages comparable with those in other shipyards.

At our next meeting you'll have an opportunity to approve or make changes in the proposed text. In a CNTU union, *you* are the ones to decide your future, not a handful of people out for their own personal gain.

IN SPITE OF VICKERS

"We know it's illegal."

"If you don't like it, make a grievance."

This was the response of a Canadian Vickers spokesman when union delegates complained the illegality of certain layoffs.

Not only doesn't the company respect our collective agreement – in certain departments seniority was ignored in laying off people – but they didn't even bother to notify the Ministry of Labour and Manpower when they laid off over 300 employees in the space of a few weeks. The law specifies that an employer must give a 3-month notice when more than 100 workers are involved.

It is clear that Canadian Vickers, in its MARINE division, will do anything in its power to do away with the CSN union.